

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Rue du Cul d'Anon  
BP 80154  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 05 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAPREC (ex NCI ENVIRONNEMENT)**

4 route d'Allonnes

ZIS

72100 Le Mans

Références : EC-2026-48-INSP-PAPREC-Montmirail-RAP

Code AIOT : 0006306369

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement PAPREC (ex NCI ENVIRONNEMENT) implanté Les Vaugarniers 72320 Montmirail. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC (ex NCI ENVIRONNEMENT)
- Les Vaugarniers 72320 Montmirail
- Code AIOT : 0006306369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC exploite une installation stockage de déchets non dangereux sur la commune de Montmirail. Le site comporte également une plate-forme de valorisation de cartons, bois,...

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier technique établissant la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Programme d'échantillonnage et notification de début de travaux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	Sans objet
3	Constitution de la barrière passive sur le fond	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Sans objet
4	Constitution de la barrière passive sur les flancs	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	Sans objet
5	Constitution de la barrière active - géomembrane	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.I et 19 3ème alinéa	Sans objet
6	Drainage des lixiviats en fond de casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.II	Sans objet
7	Equipements de collecte et de traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des contrôles et essais réalisés sur site et des résultats obtenus en laboratoire, les organismes externes ont émis un avis favorable à la réception des travaux d'aménagement du casier 16SE de l'ISDND.

Les constats visuels de l'inspection sur site permettent de considérer que la construction du casier est cohérente avec les éléments du dossier fourni par l'exploitant : positionnement du casier au regard des plans, présence des digues délimitant le casier et leur recouvrement par un géotextile anti-poinçonnement, présence de la couche de matériaux drainant en fond de casier, présence du pré-équipement du dispositif de collecte des lixiviats.

Considérant les constats visuels effectués pendant la visite et les conclusions des rapports de contrôle des organismes externes indépendants, l'inspection considère qu'une suite favorable peut être donnée à la requête de l'exploitant pour la mise en service du casier 16SE. En conséquence, l'inspection propose au préfet de donner son accord à la mise en service du casier 16SE de l'installation de stockage de déchets non dangereux de la société PAPREC CRV.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier technique établissant la conformité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information du préfet – fin des travaux d'aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir

la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

**Constats :**

L'exploitant a transmis le dossier de réalisation du casier 16SE à la préfecture par courrier en date du 20/01/2026.

Pour s'assurer de la conformité de l'ensemble des travaux de réalisation du casier 16SE, l'exploitant a fait appel à 2 organismes tiers, un pour la barrière de sécurité passive BSP (TRANLABOGEO) et un pour la barrière de sécurité active BSA (YD CONSEIL). L'indépendance des organismes tiers et des sociétés ayant réalisé les travaux (PIGEON TP pour la BSP et GEOBTP BERNARDEAU pour la BSA) est assurée. Les 2 organismes tiers ont constaté une conformité de l'ensemble des travaux réalisés. Les travaux se sont déroulés entre janvier et décembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Programme d'échantillonnage et notification de début de travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Barrière de sécurité passive

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier.

En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.

Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.

Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.

L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.

**Constats :**

L'exploitant a joint le programme d'échantillonnage et d'analyse dans le cadre de son dossier des

ouvrages exécutés (DOE) reçu le 16/09/2025. L'organisme externe choisi pour les contrôles de perméabilité de la barrière de sécurité passive est la société Translabogeo.

L'inspection des installations classées a été informée du démarrage des travaux d'aménagement de la zone d'exploitation de la subdivision 16 SE par courrier du 25 septembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Constitution de la barrière passive sur le fond

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Barrière de sécurité passive

**Prescription contrôlée :**

La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite barrière de sécurité passive constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;

[...]

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme.

**Constats :**

Une étude menée dans le cadre de l'extension de 2010, réalisée par le cabinet SAUNIER & Associés a conclu que les sols naturels en place n'offrent pas les perméabilités répondant aux objectifs d'une barrière passive définies dans l'article 8 de l'arrêté du 15 février 2016. La perméabilité est de l'ordre de  $10^{-4}$  m/s. Une étude de reconstitution de la barrière d'étanchéité passive (BSP) a été menée dans le cadre de l'extension de l'ISDND en 2009. Cette étude conclut que 1 m de barrière reconstituée à une perméabilité de  $10^{-10}$  m/s minimum permet d'augmenter le temps de transfert des polluants par rapport à une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur surmontée d'une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

Une tierce expertise référencée 24 19 3 a été réalisée en novembre 2019 par le laboratoire de géotechnique environnementale MeTeD\_k. Elle conclut que la solution alternative proposée par l'exploitant, à savoir 1 m reconstitué à  $1.10^{-10}$  m/s sur un niveau (en place) de 2 m à  $10^{-4}$  m/s est au moins équivalent aux préconisations de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

L'exploitant a fait le choix de reconstituer la barrière de sécurité passive, avec 3 couches de matériaux malaxés avec 3 % de bentonite, régalez puis compactés pour obtenir une couche de minimum 35 cm d'épaisseur.

Une planche d'essai de compactage et de perméabilité a été réalisée le 16 et 17 octobre 2025 par le laboratoire TRANSLABOGEO :

- L'optimum de compactage est obtenu avec 6 à 8 passes de compacteur à 3,2 km/h et donnent une compacité moyenne > à 95 %.

- Lors du contrôle de la planche d'essai avec 6 passes à 3,2 km/h, on obtient une compacité moyenne de 97,2 % et une perméabilité de  $8,8.10^{-11}$ ,  $8,0.10^{-11}$  et  $8,5.10^{-11}$  m/s respectivement pour les 3 couches traitées avec 3% de bentonite.

La BSP a été mise en œuvre sur la totalité du fond du casier par la société PIGEON TP du 13 au 30 octobre 2025. Les relevés topographiques réalisés à chaque couche les 17/10/25, 28/10/25 et 05/11/25 par le géomètre de PIGEON TP n'ont pas été annexés au dossier, mais ont été remis lors de l'inspection.

Les mesures de perméabilité ont été mesurées par le laboratoire TRANSLABOGEO du 3 au 6 novembre 2025. Les différents points de mesure sont localisés sur un plan annexé au dossier :

- Pour la 1ère couche : 5 mesures de perméabilité ont été réalisées et vont de  $7,8 \cdot 10^{-11}$  m.s-1 à  $8,5 \cdot 10^{-11}$  m.s-1. Toutes les mesures de compactage sont > 95%.

- Pour la 2ème couche : 5 mesures de perméabilité ont été réalisées et vont de  $7,1 \cdot 10^{-11}$  m.s-1 à  $8,4 \cdot 10^{-11}$  m.s-1. Toutes les mesures de compactage sont > 95%.

- Pour la 1ère couche : 5 mesures de perméabilité ont été réalisées et vont de  $7,3 \cdot 10^{-11}$  m.s-1 à  $9,0 \cdot 10^{-11}$  m.s-1. Toutes les mesures de compactage sont > 95%.

Le laboratoire TRANSLABOGEO conclut, dans son rapport référencé 25.3763, une conformité de la barrière de sécurité passive.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Constitution de la barrière passive sur les flancs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Barrière de sécurité passive

**Prescription contrôlée :**

La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite barrière de sécurité passive constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

[...]

- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à  $1 \cdot 10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure [...] à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.

**Constats :**

Des mesures de perméabilité et de compactage ont été effectuées sur la risberme. Les résultats sont > 95% pour le compactage et les perméabilités mesurées de  $8,8 \cdot 10^{-11}$  et  $7,4 \cdot 10^{-11}$  m/s.

Aucune mesure de perméabilité sur le grand talus n'a été effectuée. L'exploitant nous a indiqué qu'il s'agit d'un oubli et qu'il veillerait à ce que ça soit fait pour les prochains casiers. Néanmoins, l'exploitant nous a présenté des photos d'avancement du casier où l'on peut voir que le talus a bien été traité à la bentonite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit veiller à faire a minima une mesure de perméabilité sur les flancs des casiers.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Constitution de la barrière active - géomembrane

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.I et 19 3ème alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Barrière de sécurité active
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé barrière de sécurité active.</p> <p>Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.</p> <p>Article 19 2ème alinéa :</p> <p>Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.</p> <p>Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La barrière de sécurité active (BSA) a été mise en œuvre par l'entreprise GEOBTP. Le contrôle a été réalisé par la société YGD CONSEIL. Le dossier technique précise l'ensemble des opérations de construction de la barrière de sécurité active. Les plans d'exécution sont fournis dans le dossier.</p> <p>Plan de contrôle de la qualité :</p> <p>Le prestataire ayant procédé à la pose des différentes géomembranes est la société GEOTP. Cette dernière a fourni un dossier d'ouvrages exécutés (DOE) du casier 16SE. Le certificat ASQUAL n°10 000 CQ 98 valide jusqu'au 11/10/2030 certifiant qu'elle est conforme aux exigences du référentiel technique « Application de géomembranes - soudage pour ouvrages hydrauliques, de protection de l'environnement et ouvrages souterrains » a été fourni dans le DOE.</p> <p>Préalablement à son intervention, elle a transmis à PAPREC son plan d'assurance qualité. Le dossier technique fournit les caractéristiques des géosynthétiques utilisés ainsi que leurs fiches techniques. Des essais en laboratoire ont été effectués sur les géosynthétiques livrés sur site (les rapports d'essais mécaniques sont fournis dans le dossier) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- géosynthétique de protection GEODREN A 100 P certifié ASQAL n°5805 CQ 25 valide jusqu'au 11/08/2028 ;</li> <li>- géomembrane PEHD de 2 mm d'épaisseur Carbofol HDPE 407 2,0 s/s AS de marque NAUE certifié ASQUAL n°CQ 013-01-002 valide jusqu'au 16/07/2028 ;</li> <li>- géotextile bentonitique Bentofix NSP 6 000 de marque NAUE pour les talus uniquement.</li> </ul> <p>À la réception des rouleaux de géosynthétique de protection, de géomembrane PEHD ou de géotextile bentonitique, un contrôle visuel a été effectué par un contrôleur. Aucune non-conformité des matériaux livrés n'a été relevée à cette étape. Les rapports de contrôle de tous les</p>

rouleaux mis en oeuvre ont été fournis dans le dossier. Les rouleaux de géomembrane PeHD sont des PEHD 2,0 mm (fournisseur NAUE). Ces rouleaux disposent d'un certificat qualité ASQUAL et d'un certificat de conformité des fournisseurs certifiant leurs dimensions, dont l'épaisseur minimale, leur résistance au poinçonnement, leur résistance à la traction et leur perméabilité. Les rapports de contrôle des rouleaux sont fournis dans le dossier technique remis par l'exploitant.

Plan de pose des géomembranes :

Le dossier technique comporte un schéma de récolement des géomembranes PeHD. Le plan de contrôle de ces soudures est fourni dans le dossier technique, les essais de mise en pression de toutes les soudures a été fourni et ne montre pas d'anomalie.

Des essais de traction, pelage et cisaillement sur les soudures ont été réalisés par l'APAVE le 17/12/2025 qui attestent de la conformité des caractéristiques mécaniques des soudures aux valeurs minimales requises.

Un contrôle par un organisme extérieur a été effectué par YGD Conseil, qui a donné un avis favorable sur les travaux d'étanchéité active.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Drainage des lixiviats en fond de casier**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Lixiviats

**Prescription contrôlée :**

II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à  $1.10^{-4}$  m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.

**Constats :**

Un géotextile de protection anti-poinçonnement a été posé du 16 au 17 décembre 2025, puis les drains PEHD et les matériaux drainants le 18/12/25. Les matériaux drainants utilisés proviennent du site, il s'agit de grès qui est concassé. Une couche de gravier drainant de 0,5 m a été mise en œuvre sur le fond du casier. L'épaisseur de la couche de gravier drainant a été contrôlée par sondage sur le plan topographique. La perméabilité des matériaux drainants a été vérifiée par la laboratoire CMBTP le 08/12/22. Elle est de  $4,7.10^{-3}$  m/s et est donc conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel qui préconise une perméabilité supérieure ou égale à  $1.10^{-4}$  m/s.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 7 : Equipements de collecte et de traitement des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de collecte des lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.  Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.  En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.  Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.  Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.
<b>Constats :</b>  Les lixiviats sont collectés gravitairement jusqu'à un puisard localisé au point bas puis pompés pour être envoyés vers le bassin de stockage des lixiviats.  L'exploitant est en mesure de s'assurer du respect des 30 cm. Une mesure est réalisée tous les 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

